



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE

Direction Générale :

12, Cours Louis Lumière – 94300 VINCENNES

Direction Générale Déléguée Ressources – Direction des Finances - Service Commande Publique

Site de Saint-Benoist - 5, rue Saint Thibault– 78610 AUFFARGIS

Téléphone : 01.30.46.60.00 – Télécopie : 01.30.46.60.60

Marché n° 2024-65

SUIVI ET ETUDE DE L'OCEANITE TEMPETE DANS LA RESERVE NATURELLE NATIONALE D'IROISE

2025-2028

**Marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert selon les articles L.2124-2, R2161-2 à R2161-5 du
Code de la commande publique**

Selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique

SOMMAIRE

1	DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1	OBJET DU MARCHE	3
1.2	FORME ET ALLOTISSEMENT DU MARCHE	3
1.3	TRANCHES.....	3
	LE MARCHE EST DECOMPOSE EN TRANCHES.....	3
1.4	LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	3
1.5	MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES	3
2	DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHE.....	4
2.1	DUREE	4
2.2	DELAJ D'EXECUTION.....	4
3	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
4	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.1	REMPLACEMENT DES INTERVENANTS	5
4.2	OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	6
4.3	OBLIGATIONS DES PARTIES.....	6
4.3.1	Obligations du titulaire :.....	6
4.3.2	Obligations de l'OFB :.....	6
4.4	MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE	7
4.5	CONDITIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS	7
5	PRIX.....	8
5.1	TYPE DE PRIX	8
5.2	REVISION DES PRIX	8
5.3	CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	9
6	PROPRIETE INTELLECTUELLE	9
7	MODALITES DE PAIEMENT	11
7.1	MODALITES DE PAIEMENT DES PRESTATIONS ET MODALITES DE FACTURATION.....	11
7.2	DELAJ DE PAIEMENT	12
7.3	NANTISSEMENT	12
8	SOUS-TRAITANCE.....	12
9	AVANCE.....	13
10	PENALITES.....	13
10.1	REPARTITION DES PENALITES ENTRE COTRAITANTS	13
10.2	PENALITES DE RETARD	13
10.3	PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE.....	14
11	RESILIATION.....	14
12	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	14
13	ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES	14
14	EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	15
15	ASSURANCES	15
16	LITIGES - ATTRIBUTION DE COMPETENCE	15
17	DEROGATION AU CCAG-FCS	17

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de suivis et études sur l'océanite tempête :

- Action n°1 : Suivi annuel des différentes colonies (recensement des effectifs nicheurs, production en jeunes, suivi de la prédation) ;
- Action n°2 : Poursuite du baguage des adultes et poussins ;
- Action n°3 : Etude des trajets migratoires des adultes en période inter-nuptiale ;
- Action n°4 (tranche optionnelle) : Etude de l'influence des facteurs environnementaux sur la phénologie et le succès de la reproduction.

Le marché est passé selon une procédure formalisée en application des articles L 2124-1 et R 2124-1 du Code de la commande publique. La procédure est l'appel d'offres ouvert, en application des articles L 2124-2 et R 2124-2.

1.2 Forme et allotissement du marché

Il s'agit d'un marché à prix mixtes (prix global et forfaitaire porté à la DPGF, et prix unitaires portés au BPU). Le marché n'est pas alloti.

La part du marché s'exécutant par l'application des prix unitaires du BPU est, en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique, mono-attributaire, à bons de commande, avec engagement : Minimum : 0,00 € Maximum (valeur) : 15 000 € HT pour la durée entière du marché, pour les seules prestations réglées à prix unitaires - par émission de bons de commande.

1.3 Tranches

Le marché est décomposé en tranches.

La tranche ferme a pour objet les actions n°1 à 3. Elle est ferme et exécutoire, dès la notification du marché.

La tranche conditionnelle n°1 a pour objet l'étude de l'influence des facteurs environnementaux sur la phénologie et le succès de la reproduction (action n°4).

Il n'est pas prévu d'indemnités en cas de retard dans l'affermissement d'une tranche par rapport au délai ou à la date fixée ou de non-affermissement. Il n'y a pas d'indemnité de dédit prévue.

La tranche optionnelle pourra être affermie au plus tard le 30/06/2026.

1.4 Lieux d'exécution des prestations

Les lieux d'exécution sont précisés dans le CCTP. Concernant les prestations à bons de commande, le lieu sera précisé dans le bon de commande.

1.5 Marché de prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure avec un titulaire du présent marché, au terme d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, un ou plusieurs marché(s) ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché. Ce marché de prestations similaires pourra être conclu dans une durée de trois ans maximum, à compter de la notification du présent marché.

2 DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHE

2.1 Durée

Le marché court de sa notification jusqu'à l'admission des prestations.

Le délai d'exécution du marché court jusqu'à la dernière échéance de livraison, fixée au 30/06/2029.

La durée de la partie à bons de commande est identique à celle du marché.

2.2 Délai d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont précisés à l'article III.3 du CCTP et seront précisés dans les bons de commande s'agissant des prestations ordonnées par bon de commande.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification entendue comme date de réception, à l'adresse mail dédiée communiquée par le titulaire, sans que le titulaire n'ait à confirmer la réception. Le bon de commande peut également indiquer une date limite de réalisation des prestations en lieu du délai de réalisation.

Les délais lorsqu'ils sont fixés en jours s'entendent en jours calendaires, conformément à l'article 3.2.2 du CCAG. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit. Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, dans les conditions prévues aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du CCP.

3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Conformément à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement¹ et ses annexes financières, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dont seul l'exemplaire conservé par l'OFB fait foi – la DPGF étant contractuelle pour son prix global et forfaitaire et ses prix unitaires, et non les quantités ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Cadre méthodologique des opérations de suivis et de baguage des océanites tempêtes menées dans la Réserve naturelle nationale d'Iroise (annexe 1 au CCTP) ;
- Les exigences techniques pour les données géoréférencées livrées (dans le cadre de prestation (annexe 2 au CCTP) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) dans sa rédaction en vigueur au moment du lancement de la consultation ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Les bons de commande.

¹ dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant.



Le CCAG-FCS est téléchargeable sur le site du MINEFI :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

et/ou

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché. Elles sont réputées connues des parties en présence, la signature de l'Acte d'Engagement entraînant leur acceptation.

En cas de litige, seul l'original des pièces détenu par l'acheteur fera foi. En cas de contradiction, la pièce du rang le plus élevé prévaut. Une contradiction s'entend d'une impossibilité radicale d'appliquer simultanément deux stipulations. Si tel n'est pas le cas, les stipulations sont considérées comme complémentaires et s'appliquent.

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté un mémoire technique qui crée des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur, qui pourra par conséquent à tout moment, exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation.

4 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées conformément aux dispositions du CCTP.

4.1 Remplacement des intervenants

Le titulaire met à disposition de l'OFB une équipe dédiée, présentée dans son mémoire technique.

En cas de changement d'un des intervenants dont la présence est indiquée dans l'offre du titulaire, celui-ci doit en avvertir l'OFB immédiatement, par lettre recommandée avec avis de réception. Il doit proposer à l'OFB un remplaçant dans les trente jours suivant la réception de ce courrier.

Le personnel intervenant en remplacement dispose d'un niveau similaire ou supérieur au personnel intervenant habituellement, qu'il s'agisse de remplacements planifiés (congrés) ou de remplacement non planifiés (incapacité de travail).

Le remplaçant proposé est considéré comme accepté si l'OFB ne le récuse pas dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Le remplacement d'intervenants ne modifie pas les délais d'exécution et la date de référence servant au calcul des pénalités.

Le personnel du titulaire doit être à effectif constant, à charge pour le prestataire de pourvoir au remplacement des absents. Ce remplacement doit se faire sans délai par du personnel de qualification égale ou supérieure à celle du personnel affecté. Toutefois, l'OFB se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas au profil souhaité. La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

L'OFB ne peut récuser le remplaçant que pour non-conformité au profil initialement présenté dans l'offre. En cas de récusation, le titulaire dispose à nouveau d'un mois pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable du marché.

Cette procédure de remplacement n'est pas applicable en cas de survenance d'un événement de force majeure, c'est à dire un événement imprévisible et indépendant de la volonté des parties.

Pendant la durée d'exécution de la prestation, l'OFB se réserve le droit de récuser au terme d'une procédure contradictoire et pour des raisons motivées, un (ou des) intervenant(s) mentionné(s) dans la réponse du titulaire.

4.2 Obligations de confidentialité

Le titulaire reconnaît que toutes les informations divulguées pendant la durée de la consultation demeurent la propriété exclusive de l'OFB et, par conséquent, le titulaire reconnaît que toute divulgation non autorisée de cette information confidentielle par l'OFB peut causer des dommages sérieux à celle-ci.

Par conséquent, le titulaire s'engage envers l'OFB afin de protéger ses intérêts, à :

- a) utiliser l'information divulguée uniquement aux fins pour lesquelles elle a été divulguée ;
- b) ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à cette information sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet de sa divulgation ;
- c) prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'information à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes ;
- d) prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite information.
- e) Tous les documents et informations confiés ou diffusés au prestataire sont confidentiels, le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il pourra avoir connaissance au cours de l'exécution de sa mission et s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'OFB.

Conformément à l'article 5.1.2 du CCAG-FCS, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces obligations relatives à la confidentialité peut entraîner une résiliation pour faute du présent marché.

4.3 Obligations des parties

4.3.1 Obligations du titulaire :

A. Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais

Le titulaire tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché. Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations définis dans les bons de commande. Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions détaillées par le CCTP.

Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations. Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

4.3.2 Obligations de l'OFB :

Dès la notification du marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;

- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. En cas de défaillance de l'interlocuteur, l'OFB s'engage à pourvoir à son remplacement dans les meilleurs délais. Il est garant du bon déroulement des prestations.

Il assure les relations avec le prestataire. Son nom ainsi que ses coordonnées seront communiqués au prestataire au début de l'exécution du marché. Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

4.4 Modalités d'émission des bons de commande

En sus de la partie globale et forfaitaire du marché, l'accord-cadre s'exécute, par l'émission de bons de commande adressés au fur et à mesure des besoins, sur la base des prix fixés par le BPU.

Les bons de commande comportent nécessairement les mentions suivantes :

- la référence de l'accord-cadre,
- le nom de la société,
- la date et le numéro du bon de commande,
- le(s) service(s) de l'OFB concernés,
- le(s) type(s) de prestation et la quantité commandée,
- le lieu et le délai de réalisation, ou la date limite de réalisation,
- le prix unitaire correspondant,
- le montant total de la commande HT et TTC,
- la TVA.

Chaque bon de commande est signé par la personne habilitée à engager l'établissement.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. La réception à l'adresse mail communiquée au préalable par le titulaire vaut notification, sans qu'il ne soit nécessaire d'établir de confirmation par retour de mail ou accusé de réception électronique.

4.5 Conditions de vérification et d'admission des prestations

Durant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de s'assurer du bon déroulement de l'exécution des prestations contenues dans le marché. Ainsi, il se réserve la possibilité de se rendre sur les lieux du déroulement des prestations pour s'assurer du bon déroulement des opérations. À l'issue des opérations de vérification, le Pouvoir adjudicateur prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Admission :

L'admission des prestations est prononcée par l'acheteur si elles respectent les stipulations du marché, sous réserve des vices cachés. Elle prend effet à la date de notification de la décision d'admission ou, à défaut, dans les 15 jours suivant la livraison ou l'achèvement des prestations.

Ajournement :

En cas de non-conformité nécessitant des ajustements, l'acheteur peut ajourner l'admission par une décision motivée. Le titulaire dispose de 15 jours pour corriger et présenter à nouveau les prestations. En cas de refus ou de silence de l'acheteur au-delà d'un délai de 15 jours, les prestations sont considérées rejetées. Si les vérifications ont eu lieu chez l'acheteur, le titulaire doit retirer les biens ajournés dans un délai de 15 jours. Passé ce délai, les biens peuvent être évacués ou détruits aux frais du titulaire.

Réfaction :

Si les prestations sont partiellement conformes, l'acheteur peut les admettre avec une réfaction proportionnelle aux défauts constatés, après avoir recueilli les observations du titulaire. À défaut de réponse dans les 15 jours, la décision de réfaction est réputée acceptée.

Constatation du service fait :

L'acheteur remet un certificat d'admission des prestations.

5 PRIX

5.1 Type de prix

La partie à bons de commande du marché est traitée à prix unitaires.

Les prix unitaires sont fixés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Les prix portés au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre des prestations du marché.

Le prix de la partie du marché globale et forfaitaire est indiqué dans l'acte d'engagement et la DPGF.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres (**dit « mois 0 » ou « Mo »**). Ces prix sont établis en euros.

Le marché ouvre droit à des acomptes dans les conditions prévues aux articles R.2191-20 et R.2191-21 du Code de la commande publique. Ces acomptes seront calculés au regard de l'état d'avancement des prestations. Les acomptes pourront être versés mensuellement ou tous les 3 mois, sur présentation de factures du montant des prestations réalisées.

Le versement de l'acompte est conditionné à une demande de paiement émise par le titulaire après production par celui-ci d'un compte-rendu d'avancement validé par le chef de projet OFB.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales et frais listés à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS. De même, ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais de personnel, de transports, d'hébergement, de restauration, les frais de courrier, les appels téléphoniques, les visio-conférences le cas échéant, les charges, les fournitures, matériels et sujétions du titulaire.

5.2 Révision des prix

Les prix seront révisés annuellement, à la date anniversaire de la notification du marché selon la formule suivante :

$P = P_0 (0,15 + 0,85 I / I_0)$, dans laquelle :

P = prix après révision,

P_0 = prix de base valeur marché, tel que défini dans l'offre du titulaire,

I_0 = indice SYNTEC au mois « zéro », le m_0 étant le mois de la date limite de remise de l'offre.

I = dernier indice (correspondant à l'indice SYNTEC) connu un (1) mois avant la date de révision.

Une fois révisés, les prix demeurent fermes pour l'année d'exécution du marché, jusqu'à la prochaine révision. Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au centième supérieur. Lorsque l'indice de révision des prix a été supprimé et que la révision des prix est ainsi rendue impossible, il est fait usage, sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire, de l'indice de remplacement proposé par l'INSEE. Les valeurs de l'indice supprimé sont converties en valeur du nouvel indice utilisant le coefficient de raccordement proposé par l'INSEE.

Nota :

A défaut de remise des éléments du calcul du nouveau prix un (1) mois avant leur prise d'effet, le titulaire doit attendre la prochaine échéance.

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire. Cette demande doit parvenir à l'OFB (adresse ci-dessous) au moins un (1) mois avant la date effective de révision des prix, sous réserve que l'indice applicable soit publié. A défaut d'envoi dans le délai, la demande est prise en compte à la prochaine échéance.

En cas de variation de la valeur de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser une demande de l'OFB d'une révision des prix.

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux prix en résultant. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction.

La demande doit être envoyée à l'adresse suivante :

OFB

Direction des Finances

Service recettes et dépenses

5, square Félix Nadar

94300 VINCENNES

5.3 Clause de sauvegarde

Si l'évolution annuelle est supérieure à 4%, l'OFB se réserve le droit de résilier le l'accord-cadre sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

6 PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ensemble des livrables créés par ou pour le compte du titulaire dans le cadre de l'exécution du marché sont cédés à titre exclusif au pouvoir adjudicateur. Concernant les connaissances antérieures, leur régime est conforme aux dispositions de l'article 35 du CCAG-FCS. Les livrables et documents sont ceux visés au CCTP.

Au titre de cette cession, le titulaire du marché cède à l'OFB, à titre exclusif, pour toute la durée de protection des livrables par les droits de la propriété littéraire et artistique, pour le monde entier :

- son droit de reproduction sur les livrables, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports actuels ou futurs y compris pour les supports non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commerciale ;
- son droit de représentation sur les livrables, qui comporte le droit de communication au public et de mise à disposition du public des livrables, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commercial ;
- son droit d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation sur les livrables du marché ;
- son droit d'usage sur les livrables du marché ;
- son droit de distribuer et de commercialiser les livrables du marché ;
- le dépôt de marques.

Les livrables du marché pourront être librement réutilisés par l'OFB à toutes fins nécessaires dans le cadre de sa mission de service public, y compris dans le cadre de la transmission à des tiers et/ou partenaires et l'incorporation dans le cadre de cahiers des charges de marchés publics ultérieurs par lui et/ou ses cessionnaires de droits ultérieurs.

Le transfert des droits sur lesdits livrables est opéré à compter de l'admission desdits livrable et du complet paiement de la prestation correspondante.

En conséquence, l'OFB se trouve, à compter de cette date, seul titulaire de tous les droits, actions et privilèges listés ci-dessus sur lesdits livrables.

A ce titre, l'OFB pourra en toute indépendance, exploiter les livrables, ainsi que toute adaptation ou modification qu'il réaliserait et notamment par voie de cession ou de concession, à des tiers cessionnaires et/ou partenaires et sans devoir de redevances au titulaire du marché.

En cas de cessation du contrat avant le terme du contrat pour quelle que cause que ce soit, l'OFB conserve la propriété intellectuelle des seuls livrables, qui au jour de la cessation du contrat ont été certifiés par l'ordonnateur et dont le paiement a été réalisé ou est en cours de réalisation.

Le titulaire du marché garantit, à compter de la cession du livrable, l'OFB contre son fait personnel et le fait des tiers. A ce titre, le titulaire du marché garantit :

- qu'il a respecté et respectera les droits de propriété intellectuelle des tiers, notamment les droits d'auteur, les droits sur les dessins et modèles, ainsi que les droits sur les brevets et sur les marques ;
- qu'il dispose de tous les droits de propriété intellectuelle permettant la présente cession, qu'il en est le seul titulaire et qu'à ce titre il peut librement consentir à la cession. Si les livrables cédés incorporent des éléments dont les droits de propriété intellectuelle appartiennent à des tiers tel que notamment des illustrations, des dessins, des photographies, le titulaire du marché devra soit faire l'acquisition auprès des dits tiers, nécessaires à couvrir le périmètre de la cession sus visée au bénéfice de l'OFB, soit obtenir de ces tiers qu'ils cèdent les dits droits à l'OFB. A ce titre, il demeure notamment seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenants pour son compte, et s'engage à faire le nécessaire pour qu'une telle cession soit faite dans le respect de leurs droits ;
- que les livrables ne sont pas une contrefaçon d'une œuvre préexistante, de quelque nature que ce soit.

Dans ces conditions, le titulaire du marché garantit l'OFB contre toute action en contrefaçon qui serait engagée à son encontre de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle pourtant sur un des livrables et plus généralement sur l'une de ses prestations, contre toute action en concurrence déloyale ou parasitisme, sans faute de la part de l'OFB et dont le fait générateur serait constitué par les livrables ou l'une des prestations du titulaire des marchés.

Le titulaire s'engage :

- à apporter à l'OFB toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- à prendre en charge tous dommages-intérêts auxquels pourrait être condamné l'OFB par une décision de justice devenue définitive sur le fondement de la contrefaçon, de la concurrence déloyale ou du parasitisme du fait de l'exploitation des livrables La garantie ne concerne pas les modifications ou adaptations apportées aux livrables par l'OFB, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation ;
- à son choix, soit à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige ou à rembourser les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

7 MODALITES DE PAIEMENT

7.1 Modalités de paiement des prestations et modalités de facturation

L'ordonnateur est le Directeur Général de l'OFB ou son représentant.

Le comptable assignataire de la dépense chargé du règlement est l'Agent Comptable de l'établissement ou son représentant.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

Les factures afférentes au paiement seront établies, outre les mentions légales, selon les indications suivantes :

- les nom, adresse et numéro de SIRET ou SIREN ou RNE du créancier ;
- le numéro d'identification TVA ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- la référence du marché (2024-65) ;
- l'identité de l'acheteur (Office français de la biodiversité – 12 cours Lumière – 94300 Vincennes)
- le numéro du bon de commande correspondant le cas échéant ;
- la désignation et la quantité des prestations facturées ;
- le prix unitaire des prestations facturées ;
- le taux et le montant de la TVA, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- la date d'exécution des prestations
- le montant total HT et TTC des prestations facturées ;
- la date de facturation
- le numéro de la facture
- l'article du CGI si le créancier est non assujetti à la TVA ou pour des prestations non soumises

Les factures et autres demandes de paiement seront adressées sous format dématérialisé et devront parvenir **exclusivement** via le portail de facturation dédié « Chorus Pro » à l'adresse suivante :

en veillant à bien préciser :

- le numéro du marché (2024-65) au titre duquel une demande de paiement est adressée (le numéro d'engagement à renseigner doit correspondre au numéro du marché) ;
- le code service exécutant à utiliser : STB
- le numéro de SIRET de l'OFB, afin d'identifier l'OFB comme destinataire de votre facturation.

Une information complète sur la dématérialisation des factures est également disponible à la même adresse sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

En cas de modification des coordonnées bancaires du titulaire, son nouveau RIB devra être transmis accompagné d'un courrier signé par une personne ayant le pouvoir d'engager l'entreprise. Si un RIB différent de celui fourni au moment de l'offre est transmis avec une facture sans ce courrier, il n'en sera pas tenu compte.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.2 Délai de paiement

Conformément à l'article L. 2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait. Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires est celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Au titre de ces intérêts moratoires, et en plus des intérêts calculés ci-dessus, l'opérateur économique concerné a le droit à une indemnité forfaitaire de 40 €. Le retard de paiement ne constitue pas une clause légale d'interruption des prestations.

7.3 Nantissement

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties par le titulaire dans les conditions prévues par les articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du CCP.

8 SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur (cf. articles R. 2393-24 et suivants du CCP). La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'OFB, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>). Cet acte mentionne les informations prévues à l'article R2193-1 du Code de la commande publique. L'OFB doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de

l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

9 AVANCE

Le présent marché pourra donner lieu au versement d'une avance, conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique.

Une avance est accordée aux titulaires du marché dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part dans l'acte d'engagement. Le titulaire indiquera dans son acte d'engagement s'il accepte ou refuse le versement de l'avance.

Conformément aux dispositions de l'article 11.1. du CCAG-FCS, l'option A s'applique pour ce marché. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 10 %.

Conformément aux articles R. 2191-7 et R. 2191-8 du Code de la commande publique, le montant de l'avance qui sera versée au titulaire est calculé de la manière suivante :

La durée du marché étant supérieure à 12 mois, s'applique la formule suivante : 30% ou 10% d'une somme égale à 12 fois le montant TTC du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant maximum de la partie à bons de commandes étant inférieur à 50 000 € HT, il n'est pas prévu d'avance pour cette partie, conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique. Conformément à ce même article, la tranche optionnelle éventuellement affermée pourra faire l'objet d'une avance si le montant de cette tranche est supérieur à 50 000 € HT (le délai d'exécution indiqué au CCTP étant supérieur à deux mois).

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, lorsque le montant de leurs prestations est au moins égal à 600 € TTC. L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

10 PENALITES

10.1 Répartition des pénalités entre cotraitants

La répartition des pénalités entre les cotraitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés est fournie par le mandataire du groupement dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la date de notification du document lui demandant cette information.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres cotraitants.

10.2 Pénalités de retard

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire s'expose à des pénalités de retard dès le 1er euro et encourt, sans mise en demeure ou procédure contradictoire au préalable, une pénalité dont le montant est calculé par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 300$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

Les pénalités sont déduites du montant hors taxe dû au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont dues dès le premier euro. Les pénalités sont cumulables et par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne pourra excéder 20 % du montant total hors taxes du bon de commande ou du marché pour sa part globale et forfaitaire.

10.3 Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L. 8222-6 du Code du Travail, l'Office Français pour la Biodiversité, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation.

Le titulaire, en réponse à cette injonction, transmet au pouvoir adjudicateur tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours.

A défaut, le marché peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire au titre de la responsabilité pour faute conformément à l'article 41.1.a du CCAG-FCS.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité selon les 2 limites suivantes :

- Une pénalité journalière d'un montant de 250€ par jour ouvré sera appliquée à compter du lendemain du jour de la constatation d'une situation de travail dissimulé par l'agent chargé du contrôle de la régularité du travail dans l'entreprise. Le délai d'application des pénalités prend fin le jour même où le titulaire apporte la preuve qu'il a régularisé la situation du travail dans son entreprise et en a informé l'agent chargé de son contrôle.
- Le montant de la pénalité correspond à 10% maximum du montant H.T des prestations commandées et réalisées qui ont fait l'objet d'un paiement par l'acheteur au titulaire depuis la notification du marché ;
- Le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application de l'article L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

11 RESILIATION

Les dispositions du CCAG-FCS relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

12 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter, l'acheteur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations n'entraîne pas la résiliation du marché.

13 ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES

Le titulaire produit dans avant la notification du présent marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations. Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

14 EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le titulaire doit avertir l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B) de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, changement d'adresse du siège social, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du liquidateur de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par l'acheteur. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat. À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

16 LITIGES - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Néanmoins, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R. 2197-1 à R. 2197-12 et D. 2197-13 à D. 2197-22 du CCP). Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable et équitable.

Direction des Affaires Juridiques

Sous-direction de la commande publique

Bureau du conseil aux acheteurs

Bâtiment Condorcet

6 rue Louise WEISS - Télédocus 353

75703 PARIS Cedex 13

Téléphone : 01.44.97.03.20 / Télécopieur : 01.44.97.06.46

Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Conformément aux articles R. 2197-23 et R. 2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, il est également possible de consulter le Médiateur des entreprises dont l'intervention est aussi gratuite : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant de l'acheteur et le titulaire de l'accord-cadre ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun

43, rue du Général de Gaulle

Case postale n° 8630

77008 Melun Cedex

Téléphone : 01 60 56 66 30 / Télécopie : 01 60 56 66 10

Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr

Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

² La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

17 DEROGATION AU CCAG-FCS

Les dérogations sont les suivantes :

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS
10.2 - Pénalités de retard pour retard d'exécution	14.1, 14.1.2, 14.1.3